

Unies ou à Washington. Si j'ai rendu visite au Secrétaire général et au secrétaire d'État des États-Unis, c'était principalement pour échanger des opinions sur la conjoncture et pour rechercher un moyen d'amener à la table de conférence les parties qui s'opposent au Vietnam.

La Chambre le sait, le gouvernement s'est fixé comme objectif de mettre fin au conflit vietnamien grâce à des négociations. Le Canada souscrira à toute proposition propre à nous rapprocher de ce but. Au début du mois, les députés sont au courant, la question vietnamienne a été inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Nous nous en sommes réjouis, car nous estimions que les Nations Unies ne pouvaient se désintéresser d'un conflit qui met en péril la paix et la sécurité internationales.

Mais des problèmes d'ordre pratique s'opposent à une intervention efficace des Nations Unies. Je n'ai guère l'espoir, je dois le dire à la Chambre, de voir la question du Vietnam faire des progrès sensibles aux Nations Unies pour le moment. Je crois, cependant, que les membres de la Commission internationale pourraient très bien se trouver en mesure de jouer un rôle utile. Les pays membres de la Commission suivent le problème vietnamien de près et depuis longtemps. Ils sont le seul groupe de nations pouvant communiquer directement avec les deux parties. Il est donc important, à mon avis...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. J'hésite à interrompre le secrétaire d'État, car il traite d'une question fort importante. Si la Chambre veut permettre au ministre de continuer, les députés sont libres d'en décider ainsi. Toutefois, les propos du ministre ressemblent plus à un exposé qu'à une réponse à la question du député de Burnaby-Coquitlam.

L'hon. M. Martin: Puis-je ajouter, monsieur l'Orateur, que j'avais cru, étant donné l'importance...

M. l'Orateur: A l'ordre!

Le très hon. M. Diefenbaker: Étant donné l'importance de cette affaire, nous attendons une réponse sans presque oser respirer. Jusqu'ici, nous n'avons eu qu'un prélude. (*Exclamations*)

L'hon. M. Martin: Je n'ai pas à m'excuser de cette longue déclaration, soigneusement pesée, sur une question qui, comme l'a déclaré

l'honorable représentant l'autre jour dans cette capitale même, est un des problèmes les plus importants auquel le monde fait face actuellement. Je me suis entretenu avec le secrétaire général des Nations Unies et le secrétaire d'État des États-Unis pour présenter notre point de vue sur une question dont les conséquences ont été notées par le très honorable représentant et dont nous reconnaissons tous l'existence. Il importe, je crois, qu'on ne se méprenne pas sur les intentions du gouvernement canadien et c'est pourquoi je me suis rendu l'autre jour aux Nations Unies et à Washington.

Nous voulons d'abord établir si tous souhaitent voir agir les pays membres de la Commission. S'il y a accord général, nous devons étudier soigneusement l'étape suivante. Ce serait sans doute chimérique de s'attendre qu'une convocation immédiate de la Conférence de Genève soit entendue dans les circonstances actuelles. Il faudra éliminer d'abord certains obstacles. En ce moment, une conférence semble un objectif bien lointain, bien que nous veuillions espérer le contraire. De toute façon, il faudra faire le premier pas et, selon nous, les pays membres de la Commission pourront peut-être y aider les parties intéressées. C'est à ce sujet que je me suis entretenu avec le secrétaire général et avec le secrétaire Rusk la semaine dernière.

J'ai le plaisir d'informer la Chambre que leur réponse a été encourageante et que nous poursuivrons nos entretiens avec les pays membres de la Commission et d'autres intéressés afin de voir ce que le Canada et les pays membres de la Commission peuvent faire pour aider à mettre fin à la guerre au Vietnam.

M. Douglas: Le ministre voudrait-il répondre maintenant à ma question: le gouvernement des États-Unis est-il disposé à rencontrer les représentants du Front de libération nationale en vue d'entamer des négociations?

L'hon. M. Martin: Monsieur l'Orateur, il importe au gouvernement des États-Unis lui-même d'annoncer l'attitude qu'il entend prendre. Pour ma part, j'ai nettement indiqué les mesures qui nous semblent utiles, préalablement à une conférence.

M. Lewis: Une question complémentaire, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: A l'ordre. Bon nombre de questions ont déjà été posées sur cette affaire,